

Les échanges et le travail : l'économie politique

La problématique qui oppose libéralisme et socialisme depuis le milieu du 19e siècle en Europe, et qui fait suite aux deux grandes révolutions qui ont alors bouleversé les nations européennes (la révolution française et la révolution industrielle), porte sur la question des rapports de l'État et de la société civile. Les libéraux font de l'indépendance des activités et des échanges au sein de la société une valeur, tandis que les socialistes discernent dans cette vie sociale spontanée l'origine de l'inégalité parmi les hommes, que seule une intervention de l'État peut permettre de surmonter. Le libéralisme au sens strict est la doctrine qui exige l'auto-limitation de l'État, lequel est conçu comme un instrument au service de l'individu (sécurité, liberté, propriété) et de la société (libre-échange, liberté d'entreprendre et de contracter, liberté de la concurrence sur le plan économique, liberté d'expression et de réunion et d'association sur le plan culturel, politique, idéologique et religieux). Le socialisme au sens strict est la doctrine qui exige l'intervention de l'État dans l'économie et la société, afin d'éradiquer les rapports de domination qui résultent de la liberté des relations entre forces inégales ("la liberté du renard dans le poulailler"), de planifier rationnellement l'activité et les échanges, d'organiser la production des biens (les biens matériels, mais aussi l'éducation et la santé) et leur distribution "à chacun selon ses besoins". Les démocraties modernes sont à la fois libérales et étatistes (ou collectivistes) à divers degrés. Sur le plan théorique, cependant, libéralisme et socialisme représentent deux logiques idéologiques contradictoires. Cette contradiction repose essentiellement sur la divergence des regards portés sur l'organisation spontanée de la société.

Les fondements du libéralisme économique: John Locke et Adam Smith

Reprenant à Hobbes la théorie de l'état de nature et du contrat social, Locke justifie le libéralisme en affirmant qu'il existe une sociabilité naturelle (ce en quoi il se distingue de Hobbes) qu'il reconnaît néanmoins précaire (sans quoi il serait impossible de justifier la sortie de l'état de nature et la souveraineté de l'Etat) tant qu'il n'existe pas de Juge commun pour trancher les litiges qui peuvent intervenir dans les relations économiques et sociales.

Le travail, fondement du droit naturel à la propriété privée et de la valeur économique

"Il ne faut pas s'étonner que la propriété du travail soit capable de l'emporter sur la communauté de la terre, car c'est bien le travail qui donne à toute chose sa valeur propre."
(John Locke, *Second traité du gouvernement civil*, 1690)

Le libéralisme est fondé sur l'idée qu'il existe une sociabilité naturelle de l'homme. A la différence de Hobbes, Locke estime qu'une vie sociale est possible au sein de l'état de

nature. Certes, elle reste instable du fait que chacun demeure juge et partie dans les litiges qui peuvent l'opposer à autrui. Mais il existe nécessairement une vie économique : le travail et les échanges ont une existence indépendante de l'État.

Il en résulte que la théorie de Locke se distingue sur un point essentiel de celles de Hobbes et de Rousseau, pour lesquels il ne peut y avoir de droit de propriété dans l'état de nature, mais seulement des possessions conquises et défendues par l'usage de la force. Locke affirme à l'inverse que la propriété privée est un droit naturel fondé sur le travail. La propriété n'est pas légitimée exclusivement par le titre de propriété reconnu par la puissance publique, ni non plus par le droit du premier occupant, lequel n'existe pas. Celui qui occupe une terre sans la travailler n'en est pas davantage propriétaire que les oiseaux ne sont propriétaires du ciel. **Seul le travail, en tant qu'il est l'expression concrète de la liberté individuelle, crée un droit de propriété : "chacun, écrit Locke, a un droit particulier sur sa propre personne"; en conséquence, "le travail de son corps et l'ouvrage de ses mains sont son bien propre."**

La nature a été donnée en partage aux hommes par Dieu et constitue un bien commun; mais lorsqu'il cueille un fruit, l'homme sépare ce bien de ce qui est commun et par là-même se l'approprie, en fait son bien propre. **Par son travail, "il y ajoute quelque chose de plus que la nature, la mère nature de tous, n'y a mis"**. A travers cette analyse, Locke est à l'origine de deux piliers de la pensée libérale : l'idée que la propriété privée est un droit naturel inaliénable, et la théorie de la valeur travail. L'idée que le travail est créateur de richesse est à l'origine du développement économique moderne et de la justification philosophique et politique du capitalisme. Dans l'état de nature (en l'absence d'État donc), la vie économique peut se développer, estime Locke; les échanges, la croissance et la prospérité sont possibles grâce à la monnaie : il suffit de découvrir un produit naturel incorruptible, l'or ou l'argent, pour en faire un équivalent universel qui permet aux hommes de travailler par-delà la satisfaction de leurs besoins propres et de créer ainsi un surplus de richesse bénéficiant à l'ensemble de la société. Plutôt que de travailler seulement pour lui-même et sa famille, l'homme de l'état de nature peut en effet, grâce à la monnaie, produire pour vendre ce qu'il produit, et accumuler le profit de son commerce sans nuire à personne, sans priver personne (le produit de son travail satisfait les besoins des autres - les acheteurs -, et l'or ou l'argent accumulé n'est pas "gaspillé" comme le serait un tas de fruits accumulés, lesquels seraient destinés à pourrir s'ils n'étaient pas consommés). **L'accumulation indéfinie du capital fondée sur la légitimation de la propriété par le travail est donc justifiée par Locke, qui établit ainsi la base philosophique et morale du capitalisme.** La liberté de travailler et d'accumuler de la richesse est le fondement de la prospérité collective, et ce qui explique, ajoute Locke, qu'un ouvrier en Angleterre vit mieux qu'un roi en Amérique (le chef d'une tribu indienne).

L'invention d'homo oeconomicus : l'intérêt personnel comme moteur de la prospérité générale et de l'harmonie sociale

Toute l'économie politique libérale s'inscrit dans le cadre philosophique dessiné par Locke. Sur la base du droit de propriété et de la théorie de la valeur-travail, elle développe l'idée que la prospérité collective dépend à la fois de la libre poursuite par l'individu de ses intérêts particuliers et d'une sociabilité humaine indépendante de l'État ("naturelle" au sens de pré ou d'infra-politique), paradoxalement indissociable de l'égoïsme naturel des individus. Les libéraux défendent en apparence la même thèse que Platon et Aristote (l'homme est par nature un être sociable), à ceci près que cette sociabilité naturelle est présentée comme apolitique (indépendante de l'État) et fondée sur l'indépendance d'un individu naturellement souverain et égoïste. Cette sociabilité fondée sur l'égoïsme individuel est celle du commerce et du marché, comme le souligne ce texte célèbre d'Adam Smith :

Dans presque toutes les espèces d'animaux, chaque individu, quand il est parvenu à sa pleine croissance est tout à fait indépendant et tant qu'il reste dans son état naturel, il peut se passer de l'aide de tout autre créature vivante. Mais **l'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance**. Il sera bien plus sûr de réussir, s'il s'adresse à leur intérêt personnel et s'il leur persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu'il souhaite d'eux. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque; le sens de sa proposition est ceci : "Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-mêmes", et la plus grande partie de ces bons offices qui nous sont nécessaires s'obtiennent de cette façon. **Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts**. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur intérêt; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage." (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

La fameuse théorie de la "main invisible" établit que l'harmonie des intérêts et la prospérité collective résultent spontanément (sans intervention extérieure) de la liberté des échanges fondés sur la poursuite des intérêts individuels. Je n'attends pas de mon boulanger qu'il me livre du bon pain pas trop cher parce qu'il m'aime bien, mais parce que c'est son intérêt bien compris. "*Les vices privés font la vertu publique*" écrit un autre penseur libéral, Bernard Mandeville (*La fable des abeilles*, 1705) : l'égoïsme met spontanément l'individu au service d'autrui et de l'intérêt général. A l'idée que l'on peut grâce au travail s'enrichir sans nuire à autrui, Adam Smith ajoute celle selon laquelle la recherche de l'intérêt personnel est plus efficace que la bienveillance (le don, par amour ou par vertu) pour le service des intérêts d'autrui et la réalisation de l'intérêt général.

Dans la mesure où ce raisonnement est vrai et suffisant, le recours à la loi et à l'État afin de limiter l'égoïsme individuel pour le rendre compatible avec l'existence de la communauté apparaît inutile. Les libéraux jugent cependant l'État nécessaire. Ils plaident pour un État minimal, l'État "régalien" ou "veilleur de nuit", qui protège exclusivement les libertés fondamentales, la vie et la propriété privée, c'est-à-dire les conditions qui permettent à la sociabilité naturelle de générer ses effets – à savoir le développement de l'industrie, du commerce ainsi que la prospérité collective qui en résulte. L'État libéral est un État limité,

qui se donne pour objectif de "laisser-faire, laisser-passer", c'est-à-dire de laisser se déployer et protéger la libre activité économique des hommes en tant qu'elle constitue l'unique source authentiquement morale de création de richesse (les libéraux valorisent le commerce au détriment de la guerre; ils sont hostiles à la conquête militaire et au pillage comme source traditionnelle mais immorale d'enrichissement des sociétés). De manière conséquente, l'un des leitmotifs de la critique libérale de l'État (et du socialisme, sur le plan idéologique) consiste à faire valoir que toute intervention de l'État dans l'économie perturbe la liberté des échanges, la sociabilité spontanée et l'harmonie vertueuse des intérêts, tuant ainsi "la poule aux oeufs d'or".

L'analyse et la critique du capitalisme par Karl Marx

"Les communistes peuvent résumer leur théorie en une seule expression : abolition de la propriété privée." (Karl Marx, Manifeste communiste, 1848).

Marx baptise "capitalisme" ce que les libéraux appellent "économie de marché". L'économie moderne, celle des révolutions industrielles et de la croissance économique, est fondée sur la promotion de la liberté du travail et des échanges. Selon la théorie de la "main invisible" du marché, le libre échange fondé sur l'égoïsme naturel des hommes (la recherche d'une maximisation de l'intérêt personnel) génère spontanément l'harmonie des intérêts, l'accord des intérêts particuliers sur le marché d'une part, d'autre part l'accord des intérêts particuliers avec l'intérêt général, la prospérité collective et la paix sociale visées par le pouvoir politique, lequel se doit donc dans cette perspective de "laisser faire, laisser passer" en se bornant à garantir le respect de la liberté et de la propriété privée. La thèse de Marx est que l'économie fondée sur la liberté du travail et de l'échange a permis un développement inédit des "force de production", et donc de la richesse, du pouvoir des hommes de se libérer de l'emprise du besoin naturel, mais qu'elle ne rompt pas avec l'exploitation de l'homme par l'homme qui caractérise toute l'histoire de l'humanité et dont la cause est la propriété privée des moyens de production. C'est pourquoi il milite pour l'avènement du communisme, une société sans classes dans laquelle l'humanité serait libérée à la fois de la nécessité naturelle (grâce que développement des forces de production que le capitalisme a rendu possible) et de l'exploitation de l'homme par l'homme (la "lutte des classes" résultant de l'antagonisme des intérêts).

On peut considérer que le communisme est une utopie. Reste que l'analyse de Marx fait apparaître comme une illusion la théorie libérale de l'harmonie spontanée des intérêts. L'accumulation illimitée de la richesse associée au droit de propriété privée conduit à la constitution de deux classes sociales, qui se définissent moins par leur niveau de richesse (les riches et les pauvres) ou par la catégorie socio-professionnelle (la fonction dans la division du travail) que par le rapport à la propriété : l'accumulation du "capital" par la

bourgeoisie industrielle et commerçante génère en effet deux catégories de propriétaires, ceux qui possèdent le capital (les moyens de production) qui en s'investissant va constituer le moteur de l'économie moderne, et ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur "force de travail" (les "prolétaires") et qui, tout en demeurant des hommes libres au regard du droit (il n'y a plus d'esclaves), n'auront d'autre choix que de devenir des salariés du capital. L'économie libérale, autrement dit, voit l'émergence d'une nouvelle classe des propriétaires des moyens de production (la bourgeoisie capitaliste), d'une nouvelle forme d'exploitation du travail humain (le salariat) et d'une nouvelle lutte des classes, celle qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat, fondée sur la divergence et le conflit des intérêts entre les deux catégories de propriétaires.

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître d'un corps de métier et compagnon, bref, oppresseurs et opprimés ont été en opposition constante, ils ont mené une lutte ininterrompue, tantôt cachée, tantôt ouverte, lutte qui a chaque fois s'est terminée par une transformation révolutionnaire de la société tout entière ou par la ruine commune des classes en lutte. Aux époques antérieures de l'histoire, nous trouvons presque partout toute une organisation de la société en ordres divers, une hiérarchie complexe des conditions sociales. (...) Notre époque, l'époque de la bourgeoisie, a cependant pour signe distinctif qu'elle a simplifié les oppositions de classes. La société entière se scinde de plus en plus en deux grands camps hostiles, en deux grandes classes qui se font directement face : la bourgeoisie et le prolétariat. (Karl MARX – *Manifeste du parti communiste*, 1848)

Le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie dans l'Histoire

La révolution communiste est aux yeux de Marx une perspective d'avenir réaliste, dans la mesure où l'économie capitaliste tend à concentrer le capital dans les mains d'un nombre toujours plus restreints de capitalistes (constitution de monopoles) tandis que l'intérêt de la masse toujours plus nombreuse des prolétaires paraît être d'abolir l'exploitation du travail au moyen de l'appropriation collective des moyens de production. Marx dit cependant peu de choses sur ce que pourrait être la société communiste et les moyens d'y parvenir. Son analyse porte sur la révolution historique constituée par l'avènement du capitalisme et sur la nature du système capitaliste (dans son grand livre, *Le Capital*, publié en 1867).

Marx souligne par conséquent le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie capitaliste, la nouvelle classe dominante qui a renversé la domination de l'aristocratie, détruit les valeurs traditionnelles et édifié un nouvel ordre politique sur une nouvelle idéologie, la philosophie des droits de l'homme. La révolution accomplie par la bourgeoisie a plusieurs dimensions :

- a) le développement des forces de production;
- b) la mondialisation des échanges;
- c) la dissolution des valeurs traditionnelles;
- d) l'avènement d'un nouvel ordre politique, fondé sur la liberté et l'égalité en droits.

A) Le capital n'est pas une puissance personnelle mais une puissance sociale. La logique du

capitalisme consiste à chercher l'augmentation du capital sur la base de l'investissement du capital accumulé. C'est la logique du commerce mais dans un monde dans lequel le commerce (le marché) est libéré de toute entrave et devient le moteur de la transformation économique et sociale. La recherche du profit et de l'accumulation de richesse est désormais sans limites, ce qui accroît nécessairement l'inégalité entre les riches et les pauvres, quand bien même la croissance serait bénéfique à tous.

Ce n'est toutefois pas l'inégalité des richesses qui constitue aux yeux de Marx la caractéristique essentielle du capitalisme, mais la mobilité du capital qui, dans sa quête incessante de profit, se déplace en permanence d'un secteur d'activité à un autre, voire d'une région du monde à une autre. C'est cette mobilité qui fait du capital une puissance de transformation sociale : il exploite au maximum les possibilités offertes par le progrès des sciences en favorisant les innovations technologiques, mobilise les ressources humaines disponibles et rationalise la production par la mise au point de nouvelles méthodes et organisations. C'est ce que Marx appelle "le développement des forces de production" qui caractérise les révolutions industrielles dont la logique du capital constitue le moteur essentiel. Cela se traduit par une création de richesse (augmentation de la production de biens et de services) inédite dans l'histoire de l'humanité mais aussi par une révolution permanente des moyens de production, c'est-à-dire par l'apparition et la disparitions de secteurs d'activité et de métiers, ce que l'économiste Joseph Schumpeter appellera la "destruction créatrice" propre au capitalisme. Ce développement des forces de production constitue aux yeux de Marx à la fois la vertu du capitalisme et la puissance révolutionnaire conduisant irrésistiblement à la destruction de l'ancien monde social et idéologique ainsi qu'à l'avènement d'une nouvelle classe dominante, la bourgeoisie.

Dans le cadre de sa domination de classe à peine centenaire, la bourgeoisie a créé des forces de production plus massives et plus colossales que toutes les générations passées prises ensemble. Soumission à l'homme des forces de la nature, machinisme, application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, navigation à vapeur, chemins de fer, télégraphes électriques, défrichement de continents entiers, régularisation des fleuves, populations entières jaillies du sol, quel est le siècle passé qui soupçonnait que de telles forces de production sommeillaient au sein du travail social ? Or, nous l'avons vu : les moyens de production et d'échange sur la base desquels la bourgeoisie a commencé à s'édifier ont été produits au sein de la société féodale. A un certain stade de son développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot les rapports de propriété féodaux ne correspondaient plus aux forces productives déjà développées. Ils paralysaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant d'entraves. Il fallait les faire sauter, on les fit sauter. Ils furent remplacés par la libre concurrence avec l'organisation sociale et politique appropriée, avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise. (Karl MARX – Manifeste du parti communiste, 1848)

B) Marx est le prophète de la mondialisation. Analysant la dynamique du capitalisme au temps de la première révolution industrielle, il a compris que la mobilité du capital n'avait pas vocation à demeurer enfermée dans les frontières politiques, ni donc à se laisser entraver par l'autorité des États. Ce que nous appelons "globalisation" ou "mondialisation" aujourd'hui consiste dans l'avènement d'un libre échange généralisé qui émancipe le commerce international des barrières douanières et favorise la mobilité du capital, lequel peut s'investir et produire où il veut (entraînant les "délocalisations") afin de vendre partout dans le monde avant, éventuellement, de se placer là où il est le moins taxé (les "paradis fiscaux"). Le capital au XXI^{ème} siècle ne met plus seulement en concurrence les travailleurs mais les États eux-mêmes, dont la fonction est d'assurer la protection des peuples. D'où le débat contemporain sur les vertus respectives du libre échange et du protectionnisme.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a donné une tournure cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a sapé sous les pieds de l'industrie sa base nationale. Les antiques industries nationales ont été anéanties et continuent à l'être chaque jour. Elles sont évincées par des industries nouvelles, dont l'introduction devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, des industries qui ne transforment plus des matières premières du pays, mais des matières premières en provenance des zones les plus reculées et dont les produits sont consommés non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du monde à la fois. Les anciens besoins que satisfaisaient les produits nationaux sont remplacés par des besoins nouveaux qui exigent pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. L'ancien isolement de localités et de nations qui se suffisaient à elles-mêmes fait place à des relations universelles, à une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle l'est tout autant de la production intellectuelle. Les produits de l'esprit des diverses nations deviennent bien commun. L'exclusivisme et l'étroitesse nationale deviennent de plus en plus impossibles, et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît la littérature mondiale. Grâce au perfectionnement rapide de tous les instruments de production, grâce aux communications rendues infiniment plus faciles, la bourgeoisie entraîne brutalement dans la civilisation toutes les nations, même les plus barbares. Le bon marché de ses marchandises est l'artillerie lourde avec laquelle elle abat toutes les murailles de Chine et contraint à capituler les barbares qui nourrissent la haine la plus opiniâtre de l'étranger. Elle oblige toutes les nations à faire leur, si elles ne veulent pas disparaître, le mode de production de la bourgeoisie; elle les contraint à introduire chez elles ce qu'elle appelle la civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeois. En un mot, elle se crée un monde à son image. La bourgeoisie a soumis la campagne à la domination de la ville. Elle a créé des villes énormes, elle a considérablement augmenté la population urbaine par rapport à celle des campagnes et arraché ainsi une part importante de la population à l'abâtissement de la vie rurale. Tout comme elle a assujéti la campagne à la ville, elle a rendu les pays barbares ou à demi barbares dépendants des pays civilisés, les peuples paysans dépendants des peuples bourgeois, l'Orient à l'Occident. (Karl MARX – Manifeste du

parti communiste, 1848)

L'économie moderne a émancipé de le travail et l'échange, que le libéralisme en valeurs politiques en tant qu'ils sont à la fois l'expression concrète de la liberté humaine et la source de la valeur et du progrès économique. Dans les sociétés et les cultures prémodernes, comme dans la République de Platon, l'économie (production et commerce) occupe une fonction subalterne par rapport aux fonctions civiques (guerre et politique) et/ou religieuses. Toutes font l'éloge des vertus qui élèvent l'humanité au-dessus de l'égoïsme naturel et du souci exclusif de la reproduction de la vie, qui correspond à la logique du vivant (et donc de l'animalité en l'homme).

Cette subordination de l'économie et l'animalité aux fonctions supérieures justifie le privilège de l'aristocratie (à laquelle son éthique interdit de travailler, de faire du commerce et de s'enrichir) ainsi même que l'esclavage, comme le rappelle la philosophe Hannah Arendt :

Dire que le travail et l'artisanat étaient méprisés dans l'antiquité parce qu'ils étaient réservés aux esclaves, c'est un préjugé des historiens modernes. Les Anciens faisaient le raisonnement inverse : ils jugeaient qu'il fallait avoir des esclaves à cause de la nature servile de toutes les occupations qui pourvoient aux occupations de la vie. C'est même par ces motifs que l'on défendait et justifiait l'institution de l'esclavage. Travailler, c'était l'asservissement à la nécessité, et cet asservissement était inhérent aux conditions de la vie humaine. Les hommes étant soumis aux nécessités de la vie ne pouvaient se libérer qu'en dominant ceux qu'ils soumettaient de force à la nécessité. La dégradation de l'esclavage était un coup du sort, un sort pire que la mort, car il provoquait une métamorphose qui changeait l'homme en un être proche des animaux domestiques. (...) L'institution de l'esclavage dans l'antiquité, au début du moins, ne fut ni un moyen de se procurer de la main-d'oeuvre à bon marché ni un instrument d'exploitation en vue de faire des bénéfices; ce fut plutôt une tentative pour éliminer des conditions de la vie le travail. Ce que les hommes partagent avec les autres animaux, on ne le considérait pas comme humain. (Hannah Arendt, La condition de l'homme moderne, 1958)

Non seulement Marx reprend à son compte la valorisation libérale du travail, mais son parti-pris philosophique athée et matérialiste le conduit à faire de l'économie le moteur de l'histoire de la civilisation. L'homme est un être naturel et l'économie, principalement le travail (l'activité de production) constitue le rapport de l'homme à la nature. Marx conserve cependant l'idée que l'homme se caractérise par la liberté de l'esprit, de sorte que le travail exprimant concrètement celle-ci, l'humanité se transforme elle-même en transformant la nature.

*Le travail est de prime abord **un acte qui se passe entre l'homme et la nature**. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement, afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. **En même temps qu'il agit par ce***

*mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent. Nous ne nous arrêterons pas à cet état primordial du travail où il n'a pas encore dépouillé son mode purement instinctif. Notre point de départ c'est le travail sous une forme qui appartient exclusivement à l'homme. Une araignée fait des opérations qui ressemblent à celles du tisserand, et l'abeille confond par la structure de ses cellules de cire l'habileté de plus d'un architecte. Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit, préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles ; il y réalise du même coup son propre but dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté. (Karl Marx, *Le Capital*, 1867)*

Si Marx valorise la valeur créatrice du travail, il souligne avec une connotation critique la réduction de l'humanité à l'intérêt personnel opérée par la bourgeoisie capitaliste et par les théoriciens du libéralisme économique. Le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie dans le domaine moral consiste à dissoudre tous les mobiles "nobles" des actions humaines, aristocratiques (l'héroïsme), religieuses (le sacré, la charité) ou romantiques (l'amour) pour ne laisser subsister que les "eaux glacées du calcul égoïste".

*La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a détruit les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du "paiement au comptant". Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a supprimé la dignité de l'individu devenu simple valeur d'échange; aux innombrables libertés dûment garanties et si chèrement conquises, elle a substitué l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à l'exploitation que masquaient les illusions politiques et religieuses, elle a substitué une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale. (Karl MARX – *Manifeste du parti communiste*, 1848)*

D) Il revient également bourgeoisie capitaliste d'avoir renversé l'ordre politique aristocratique. C'est, selon Marx, le sens de la Révolution française, la révolution politique visant à bâtir un nouvel ordre social et politique sur la philosophie des droits de l'homme. Marx voit dans la philosophie des droits de l'homme une philosophie de l'individualisme possessif et dans L'État libéral - l'État qui prend pour fin la liberté - l'instrument de la classe dominante (la bourgeoisie).

La philosophie des droits de l'homme repose sur la théorie du contrat social mais, comme l'avait déjà dénoncé Rousseau, le contrat social peut être un contrat de dupe : L'État institué en vue d'"assurer à chacun la possession de ce qui lui appartient" ne bénéficie pas de la même façon aux grands propriétaires et à ceux qui n'ont rien. L'État qui ne vise qu'à

protéger la vie, la liberté et la propriété au moyen de l'égalité devant la loi protège en réalité les riches contre les pauvres; il fige les inégalités, masque et justifie les rapports de domination aux dépens de la liberté des plus faibles. Dans *Le discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755), Rousseau envisage la possibilité d'un mauvais contrat social, proposé par les plus riches afin de mettre leurs biens à l'abri des risques inhérents à la guerre de tous contre tous dans l'état de nature. Comme l'a bien vu Hobbes, nul, dans l'état de nature, n'est jamais assez fort pour espérer pouvoir maintenir durablement une position dominante. Le droit et l'État sont nécessaires pour que chacun puisse véritablement posséder ce qu'il possède. Rousseau en déduit que, puisque ce sont les riches qui ont le plus à perdre, ce sont eux qui devaient prendre l'initiative du pacte social par lequel chacun abandonne sa souveraineté au profit d'un pouvoir supérieur commun :

Le riche, pressé par la nécessité, conçoit enfin le projet le plus réfléchi qui soit jamais entré dans l'esprit humain; ce fut d'employer en sa faveur les forces mêmes qui l'attaquaient, de faire ses défenseurs de ses adversaires (...) "Unissons-nous, leur dit-il, pour garantir de l'oppression les faibles, contenir les ambitieux, et assurer à chacun la possession de ce qui lui appartient."

Marx reprend et amplifie cette argumentation dans son analyse de la Révolution française, qui se présente comme une explication historique mais qui comprend évidemment une dimension critique. Suivant le schéma marxiste (le matérialisme historique), la conscience des hommes est déterminée par leur existence sociale, la superstructure (la vie des idées, le droit, la vie politique) par l'infrastructure (la position dans les rapports de domination sociale générés par un mode de production). La Révolution française correspond selon Marx à la révolution politique dont le système capitaliste avait besoin pour adapter le droit et les institutions à la réalité de l'état des forces de production et des rapports sociaux. Les révolutionnaires français revendiquent des principes philosophiques; leur projet conscient est de construire un nouvel ordre politique fondé sur les principes énoncés en 1789 dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. En réalité, estime Marx, il s'agit d'une Révolution faite par la bourgeoisie pour la bourgeoisie. Les idées ne sont que le masque des intérêts de classe objectifs, auxquels elles donnent une traduction philosophique consciente. La finalité ultime de la Déclaration est de sanctuariser la propriété privée. La liberté dont il est question dans la philosophie des droits de l'homme est la liberté de l'individu considéré isolément, c'est-à-dire indépendamment de la communauté et des rapports sociaux dans lesquels il s'insère. En pratique, cette liberté individuelle est la liberté de l'individu égoïste, de l'individu défini par les biens qu'il possède:

L'application pratique du droit de l'homme à la liberté, c'est le droit de l'homme à la *propriété privée* (...) le droit à la propriété privée, c'est le droit de jouir de sa fortune et d'en disposer *à son gré*, sans se soucier d'autrui, indépendamment de la société : c'est **le droit de l'intérêt personnel**.

Les critiques du libéralisme économique

Pourquoi critiquer le monde social et politique né de la révolution capitaliste si, en dépit de l'inégalité économique et de la propriété privée des moyens de production (du capital), l'économie de marché s'avère plus efficace que toute autre pour produire la richesse (les biens et les services) qui favorise l'amélioration du bien-être de l'humanité (l'élévation du niveau de vie liée à la croissance économique) ? L'effondrement du communisme réel en Europe de l'Est semble avoir prouvé par les faits la supériorité économique du capitalisme et condamné l'idée communiste, qui apparaît plus que jamais n'être qu'une utopie (un idéal réalisé nulle part, voire irréalisable), au même titre que l'anarchie. Deux orientations critiques, que l'on peut déduire des analyses de Marx, demeurent cependant, contribuant à faire apparaître le libéralisme économique et le capitalisme comme susceptibles d'être mis en question : la critique anthropologique et morale d'une part, la critique sociale et politique d'autre part.

A) La critique anthropologique et morale

Elle consiste à mettre en cause la réduction de l'humanité à l'*homo oeconomicus*, un acteur social dont tous les faits et gestes sont motivés et peuvent s'expliquer par la recherche de la maximisation des intérêts, la logique de la rationalité économique fondée sur la comparaison coûts/avantages. En neutralisant les vertus pour faire reposer la prospérité et l'harmonie des intérêts sur la liberté des échanges fondé sur le seul intérêt personnel, le libéralisme économique aurait ainsi contribué, parallèlement à la dynamique intrinsèque du capitalisme, à fabriquer un homme nouveau, indifférent aux valeurs morales "supérieures", qui apparaissent illusoire. Rien ne s'oppose plus dès lors à la "marchandisation du monde", à l'empire du libre échange qui peut envahir tous les aspects de l'existence : dans le monde anglo-saxon, on peut ainsi proposer une "prime" aux élèves pour qu'ils étudient, aux fumeurs qui s'arrêtent de fumer, tandis que se développe le marché de la "grossesse pour autrui". La dénonciation de la logique marchande stigmatise ainsi l'argent-roi et le règne de l'intérêt personnel aux dépens des valeurs morales.

B) La critique sociale et politique

Marx ne dédaigne pas la critique morale mais la considère en général comme "réactionnaire". Sa critique du capitalisme repose pour l'essentiel sur sa théorie de la "plus-value". La plus-value correspond à ce que les économistes libéraux appellent la "valeur ajoutée", c'est-à-dire la différence, qui constitue le profit, entre le prix de la marchandise vendue et le montant des frais de production (salaires compris). Pour le capitaliste, comme pour le commerçant, l'opération de la création de valeur consiste à obtenir plus d'argent avec un capital de départ. Le capital achète des machines et de la main d'oeuvre pour fabriquer des marchandises, lesquelles génère du profit sur le marché en fonction de la demande. L'analyse de Marx radicalise la théorie de la valeur-travail afin de faire apparaître cette

conception comme une illusion. Seul le travail (et l'augmentation de la productivité du travail) crée de la valeur. De sorte qu'il faut considérer que la rémunération du capital résulte de l'exploitation du travail humain et du fait que les travailleurs sont privés d'une part de la valeur créée par le travail. Raison pour laquelle Marx pouvait considérer que l'appropriation collective des moyens de production devait permettre aux travailleurs de se réapproprier la totalité de la valeur créée par leur travail.

Même si l'on n'admet pas la validité de toutes les analyses de Marx, il reste que celui-ci a contribué à justifier l'idée que le progrès social n'est pas exclusivement conditionné par le mécanisme libéral de la prospérité économique. Celui-ci résulte également de la lutte sociale et politique qui permet d'organiser un partage de la valeur ajoutée (en salaires ou en temps de loisir) plus favorable aux salariés, par rapport à ce qui résulterait d'un contrat de travail n'obéissant qu'à la seule loi de l'offre et de la demande sur le marché du travail (du fait des rapports des forces et de l'échange inégal entre les propriétaires du capital et ceux qui ne possèdent que leur seule force de travail).